

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 07/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOLEAL SAS**

239 route de Castandet  
40270 Bordères-Et-Lamensans

Références : DREAL/2025D/7509  
Code AIOT : 0005201479

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2025 dans l'établissement SOLEAL SAS implanté R.N. 124 Route de Grenade 40270 Bordères-et-Lamensans. L'inspection a été annoncée le 10/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est tenue dans le cadre de l'action nationale "sobriété hydrique".

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOLEAL SAS
- R.N. 124 Route de Grenade 40270 Bordères-et-Lamensans
- Code AIOT : 0005201479

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation SOLEAL Bordères est une installation de fabrication de légumes surgelés et en boîtes. Le groupe SOLEAL est constitué des coopératives EURALIS, MAISADOUR, VIVADOUR et du groupe Bonduelle.

Le site de Bordères s'étend sur 32 ha et fabrique, sur 3 lignes de production, jusqu'à 65 000 tonnes (1/2b) par an (boîtes de conserve) et 15 000 tonnes de produits surgelés finis par an.

12 000 m<sup>3</sup> sont destinés au stockage des boîtes de conserve et 35 000 m<sup>3</sup> au stockage des surgelés. L'usine peut produire jusqu'à 155 000 boîtes de petits pois par jour et 1 965 000 boîtes de maïs par jour.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant s'assure du maintien d'une distance d'un mètre entre ses stocks et les parois des entrepôts.

De plus, il s'assure du respect de la taille des îlots de stockage de bois.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 22/11/2005, article 11.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	
7	Surveillance des effets sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 22/11/2005, article 18.1.2	Demande d'action corrective	2 mois
8	Valeur limite des rejets	Arrêté Préfectoral du 10/02/2025, article 1.3.4	Demande d'action corrective	

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
3	Prescriptions locales	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Sans objet
5	Données de	Arrêté Ministériel du 02/02/1998,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	prélèvement	article 15	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositions applicables sur la sobriété hydrique et les dispositions à prendre en cas de sécheresse sont connues et appliquées par l'exploitant.

Néanmoins, le bassin de traitement n°2 n'a toujours pas été repris (constat de 2022) et des dépassements ponctuels de valeurs limites d'émission persistent. Une mise en demeure de réalisation de travaux est proposée à Monsieur le Préfet.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Sobriété hydrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]</li> </ul> <p><b>Article 3 de l'APC du 18/07/2023</b>  [...]. Il réalise (l'exploitant), sous un an, une étude technico-économique des actions réalisables à un coût acceptable. L'étude intègre le bilan des actions d'économies d'eau déjà réalisées ces 5 dernières années. Les actions non retenues dans le cadre de l'étude technico-économique sont systématiquement justifiées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant respecte les autorisations de prélèvement prévues dans son arrêté préfectoral de 2005, ainsi que dans la convention passée avec la Régie des eaux du pays Grenadois (cette dernière tient compte de la saisonnalité - période de production de mai à octobre).</p> <p>En 2024, 237 644 m<sup>3</sup> d'eau ont été prélevés sur le réseau d'alimentation en eau potable - AEP (pour environ 300 000 m<sup>3</sup>/an autorisés) et 28 880 m<sup>3</sup> d'eau de forage (169 000 m<sup>3</sup> /an maximum autorisés).</p> <p>L'eau potable sert à produire la vapeur alimentaire (cuisson + stérilisation), au lavage des légumes, au transport hydraulique, à la cuisson et au blanchiment des légumes, à la fabrication de jus des boîtes. L'eau de forage quant à elle a un usage exclusivement technique pour le refroidissement et les TAR.</p>

L'exploitant a identifié plusieurs leviers de sobriété hydrique :

- il est certifié ISO 5001 (energy management) et en cours de certification ISO 14001 ;
- il réutilise l'eau (circuit hydraulique notamment) en espaçant les purges au maximum tout en contrôlant les contraintes sanitaires ;
- il déploie depuis 2025 dans ses procédés des pompes à vides, sans eau (conformément à son courrier du 20/10/2023 à propos des dispositions sécheresse).

Une étude technico-économique est en cours de rédaction avec le bureau d'étude Bureau Veritas. L'exploitant indique en être à la dernière version et être en mesure de transmettre une version définitive en novembre 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fournit, avant le 31 novembre 2025, l'étude technico-économique exigée par l'arrêté préfectoral du 18/07/2023 . Passé ce délai, une mise en demeure sera proposée à Monsieur le Préfet.

L'exploitant fournit également la convention signée avec la Régie des eaux sous 15 jours.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 2 : Installations exemptées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Installations exemptées par l'AM

**Prescription contrôlée :**

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;
- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;
- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;
- production, distribution et cogénération d'électricité ;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;
- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la

<p>santé ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;</li> <li>- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;</li> </ul> <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant est exempté des mesures de réduction des consommations imposées par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, car il relève de la catégorie "<i>transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée</i>".</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Prescriptions locales

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – Respect des prescriptions locales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du code de l'environnement.</p> <p><b><u>Article 2 de l'APC du 18/07/2023</u></b></p> <p>Les seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée et de crise sont définis dans l'arrêté d'orientation de bassin du 24 mars 2023.</p> <p>L'exploitant décline, au sein de son établissement les dispositions prévues à l'arrêté susvisé, en fonction des seuils prévus ci-après:</p> <p><b>Seuil de vigilance</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sensibilisation du personnel à un usage de bonne pratique d'économie et de préservation de la ressource en eau en lien avec la situation de sécheresse constatée.</li> <li>- définition d'un programme renforcé de surveillance journalière des prélèvements d'eau, de la consommation nette et des rejets aqueux (pour les paramètres ne faisant pas déjà l'objet d'un suivi continu ou journalier).</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p>

D'un point de vue local, l'exploitant est soumis à un arrêté préfectoral complémentaire sécheresse du 18 juillet 2023. Cet arrêté prévoit un certain nombre d'actions en fonction du seuil de vigilance ou d'alerte enclenché par la préfecture en cas de sécheresse.  
L'exploitant a répondu à l'ensemble des points via son courrier du 20 octobre 2023.

Par ailleurs, le jour de l'inspection, le bassin de l'Adour en amont d'Audon est en « seuil de vigilance » conformément à l'arrêté préfectoral n°2025-1147 du 5 septembre 2025.  
L'arrêté préfectoral n° 2023-342 du 18 juillet 2023 susmentionné prescrit dans cette situation :  
- une sensibilisation du personnel,  
- une surveillance renforcée journalière des prélèvements d'eau, de la consommation nette et des rejets.  
Ces mesures sont déjà en place, même hors période de sécheresse.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant assure une veille juridique pour se tenir informé de la situation hydrique sur son bassin de prélèvement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Plan des réseaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

III. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.

**Constats :**

L'exploitant possède un plan des réseaux. Il indique que ce dernier est à jour et est régulièrement mis à jour lors des passages caméras et travaux effectués sur le site. Néanmoins, la cohérence entre le plan et la visite de terrain n'a pu être confirmée, car le plan n'était pas consultable le jour de l'inspection. Il était uniquement disponible au format DWG et aucune personne présente ne possédait de licence autocad pour ouvrir un tel fichier.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant possède, en plus du plan DWG, un plan au format PDF à jour, consultable en toute circonstance et notamment disponible en cas d'intervention des secours.

L'exploitant transmet le plan au format PDF à l'inspection sous 15 jours. Il s'assure par ailleurs de la mention de l'ensemble des vannes et exutoires du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 5 : Données de prélèvement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement

**Prescription contrôlée :**

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Articles 8.2.1 et 8.2.2 de l'AP 22/11/2005**

8.2.1 Outre l'alimentation par le réseau public de distribution d'eau potable, et sans préjudice des dispositions du Code de la Santé Publique, l'établissement est autorisé à prélever des eaux dans la nappe d'accompagnement de l'Adour par les forages suivants:

ouvrage	Position	Débit horaire maximal	Utilisation
F2(1990)	Façade Sud, devant les entrepôts	20 m <sup>3</sup> /h	nettoyage des filtres, dégrillage, zone d'échets - Maintenance station- Alimentation bassin pluvial
F4 (1990)	Angle Sud-Est	70 m <sup>3</sup> /h	Stérilisateurs- Refroidissement stérilisateurs et condenseurs évaporatifs



--	--	--	--

8.2.2 Le débit maximal horaire global prélevé est limité à 90 m<sup>3</sup>/h; le débit maximal journalier à 1 000 m<sup>3</sup>/j. Ce débit est limité à 300 m<sup>3</sup>/j de novembre à avril.

Ces valeurs maximales pourront être révisées à la signature de la convention de prélèvement et de restitution avec l'Institution Adour.

**Constats :**

L'exploitant procède au relevé quotidien de ses consommations d'eau. En plus du système de télé-relevé toutes les 8h qui permet un suivi des consommations sur les différents réseaux (AEP + forage), l'exploitant procède à un calage visuel mensuel avec l'index mécanique des compteurs physiques.

Les prélèvements d'eau annuels sont déclarés sur GEREP. Le suivi du télé-relevé est disponible sur le logiciel de suivi de l'exploitant.

Ainsi, au jour de l'inspection, soit le 18 septembre 2025, ont été consommés, sur le réseau AEP :

janvier-juin 2025	34 286 m <sup>3</sup>
juillet-août 2025 (max production)	96 634 m <sup>3</sup>
01-15 septembre 2025	34 159 m <sup>3</sup>

Le jour de l'inspection, ont été consommés depuis 5h le matin sur le forage 4 (le forage 2 étant un forage "de secours") : 68 m<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Traitement des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2005, article 11.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installation de traitement des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les lagunes de réception, stockage, traitement des effluents doivent être étanches.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection 2022, l'inspection des installations classées avait constaté la dégradation de la bâche du bassin n°2 (présence de bulles et de remontées de bâche). Son étanchéité n'était alors plus garantie.  Lors de la présente inspection, aucuns travaux n'ont été réalisés sur la bâche qui présente

toujours les mêmes défauts et dégradations.

L'exploitant indique que l'étanchéité est toujours assurée de par la présence de l'ancienne bâche en dessous et de par la surveillance du piézomètre. Néanmoins, le traitement par aération a été arrêté dans ce bassin. Le bassin sert actuellement de tampon pour équilibrer la charge entrante dans la STEP.

L'exploitant indique qu'une réflexion est en cours sur l'opportunité d'installer un méthaniseur en lieu et place du bassin. Ceci explique, à ce jour, selon l'exploitant, l'absence d'investissement dans ce dernier. L'exploitant indique être en mesure d'indiquer la décision technique retenue pour le premier semestre 2026. Dans tous les cas, les travaux ne seront pas finalisés avant la campagne 2027.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant réalise les travaux permettant de garantir l'étanchéité des ouvrages utilisés sous 6 mois.

De plus et dans l'attente, il assure une surveillance accrue du piézomètre relié au réseau de drains du bassin n°2 en effectuant des prélèvements et analyses mensuels.

Ce point ayant déjà fait l'objet d'un constat en 2022 sans action corrective depuis, une mise en demeure est proposée à Monsieur le Préfet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**N° 7 : Surveillance des effets sur l'environnement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/11/2005, article 18.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

Deux fois par an (en périodes de basses et de hautes eaux) au minimum, des prélèvements d'eau sont effectués dans ces puits à des fins d'analyse des paramètres suivants : pH, DCOeb, DBO5, N global et P total.

A ces occasions, sera également relevé et noté le niveau piézométrique de la nappe.

Les prélèvements et analyses seront réalisés par un laboratoire agréé.

Les frais en seront à la charge de l'exploitant.

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux souterraines au plus tard un mois après leur réalisation. Toute anomalie leur est signalée dans les meilleurs délais.

**Constats :**

L'exploitant réalise une surveillance piézométrique de manière bi-annuelle.

Les piézomètres PZ2 et PZ1 sont reliés à un réseau de drains sous les bassins de la STEP. Le PZ3 est situé à proximité de la STEP également.

Aucun piézomètre n'est situé en amont, hors zone d'impact du site. Il n'est donc pas possible d'effectuer un comparatif et une interprétation des analyses vis-à-vis d'un piézomètre "témoin" (comparaison amont/aval).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant propose, sous 2 mois, un nouvel emplacement de piézomètre afin de surveiller l'impact de son site sur l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 8 : Valeur limite des rejets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/02/2025, article 1.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Les effluents liquides résiduaires industriels

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions des articles 14.1.1 ET 16.1.3 « eaux résiduaires industrielles 33 (émissaires EI) » sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

-Débit de rejet en fonction du débit de l'Adour :

	DCO <sub>eb</sub> (*)		DBO <sub>5</sub> eb(*)		MES		NGL		PT	
	mg/L	kg/j	mg/L	kg/j	mg/L	kg/j	mg/L	kg/j	mg/L	kg/j
Q<2	p a s d e rejet	p a s d e rejet	p a s d e rejet	p a s d e rejet	p a s d e rejet	p a s d e rejet	p a s d e rejet	p a s d e rejet	p a s d e rejet	p a s d e rejet
2 < Q < 4	120	222	30	26	30	105	25	88	2	2.48
4 < Q < 5	120	420	30	53	30	105	25	88	2	5
5 < Q < 6,5	120	420	30	66	30	105	25	88	2	6.2

6, 5 < Q < 9	120	420	30	86	30	105	25	88	2	7
9 < Q < 11	120	420	30	105	30	105	25	88	2	7
11 < Q < 13	120	420	30	105	30	105	25	88	2	7
13 < Q	120	420	30	105	30	105	25	88	2	7

- pH entre 5.5 et 8.5  
- Température < 30°C  
\*sur effluent non décanté

L'exploitant s'organise pour surveiller le débit de l'Adour afin de rester en dessous du flux admissible par le milieu en tout temps.

#### Constats :

L'exploitant ajuste le débit de rejet en fonction du débit de l'Adour. Il calcule par ailleurs les flux d'émissions pour les paramètres concernés.

Les rejets au milieu et en irrigation sont déclarés sur GIDAF.

La campagne de surveillance 2024 comportait des dépassements de VLE en DCO et Phosphore total notamment. Depuis, l'exploitant expérimente une nouvelle technologie avec un prestataire extérieur pour améliorer le niveau de performance de sa STEP.

Les déclarations 2025 ne mentionnent pas de dépassement Phosphore.

Néanmoins des dépassements ponctuels pour le pH et les MES sont observables sur les rejets pluviaux et résiduels.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant poursuit la surveillance de la quantité et de la qualité des rejets des différents exutoires.

Il met en place des dispositifs pour s'assurer de leur conformité en concentration et en flux. Il poursuit la mise en place (déjà en cours) de dispositifs de traitements supplémentaires pour garantir la conformité de ses rejets.

Il est rappelé à l'exploitant qu'en cas de dépassements et de rejets non conformes, ces derniers doivent être stoppés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective